

Kuzmanovic / LFI

Le clash, septembre - novembre 2018

rétrospective avec trois articles de presse :

<https://www.nouvelobs.com/politique/20180906.OBS1909/france-insoumise-et-immigration-le-discours-de-sahra-wagenknecht-est-de-salubrite-publique.html>

L'obs 6/9/18, Rémi Noyon

<https://www.marianne.net/politique/immigration-en-desavouant-kuzmanovic-melenchon-envoie-un-signe-son-aile-gauche>

Marianne 13/09/2018, Hadrien Mathoux

<https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/pourquoi-je-quitte-la-france-insoumise-djordje-kuzmanovic>

Marianne, 28/11/2018

France insoumise et immigration : "Le discours de Sahra Wagenknecht est de salubrité publique »

La gauche doit-elle réviser son logiciel sur l'immigration ? Entretien avec Djordje Kuzmanovic, orateur de La France insoumise.

Par Rémi Noyon, publié par *l'Obs* le 06 septembre 2018 à 10h42,
mis à jour le 08 septembre 2018 à 10h13

La gauche doit-elle réviser son logiciel sur l'immigration ? La question est posée depuis qu'en Allemagne, Sahra Wagenknecht, l'une des principales représentantes du parti Die Linke, présente comme "irréaliste" l'idée "d'ouverture des frontières pour tous". Sa décision de lancer un nouveau mouvement politique, nommé Aufstehen ("Debout"), en ce début septembre, a même été qualifiée de virage "anti-migrants". Et ce, même si Sahra Wagenknecht défend toujours le droit d'asile et le devoir d'accueillir les réfugiés.

Ces débats au sein de la gauche allemande ont des répercussions en France, notamment au sein de La France insoumise, mouvement frère de Die Linke. Le programme défendu par Jean-Luc Mélenchon lors de sa campagne présidentielle présente l'émigration comme une "souffrance" et s'appuie sur deux piliers : "lutter contre les causes des migrations" et "assumer le devoir d'humanité envers les réfugiés arrivant en Europe". Ce double objectif a l'avantage de faire le lien entre des couleurs politiques variées : d'un côté, une culture plus souverainiste, qui valorise l'idée de frontières, de l'autre, une veine plus internationaliste qui insiste sur la libre circulation des personnes.

"L'Obs" a fait réagir deux membres de La France insoumise. Djordje Kuzmanovic est orateur national du mouvement sur les questions de défense.

En Allemagne, Sahra Wagenknecht dit vouloir en finir avec la "bonne conscience" de la gauche sur l'immigration. Qu'est-ce que la "bonne conscience" ?

Il y a maintenant trente ans, la social-démocratie a choisi de construire l'Union européenne libérale plutôt que de défendre les classes populaires. Pour se distinguer de la droite, cette gauche s'est concentrée sur des questions sociétales – le féminisme, les droits LGBT et les migrants – qui, d'ailleurs, ne sont pas spécifiquement "de gauche". Bien sûr, ces sujets ne doivent pas être écartés, mais ils ne peuvent être séparés de ce qui doit être pour la gauche le cœur de son combat politique : la défense des classes populaires et la lutte contre le capital.

Sur la question migratoire, en particulier, la bonne conscience de gauche empêche de réfléchir concrètement à la façon de ralentir, voire d'assécher les flux migratoires, qui risquent de s'accroître encore du fait des catastrophes climatiques. Plutôt que de répéter, naïvement, qu'il faut "accueillir tout le monde", il s'agit d'aller à l'encontre des politiques ultralibérales – ce que la social-démocratie a renoncé à faire. En dénonçant, par exemple, les

accords de partenariat économique (APE) avec les pays africains. Ces accords anéantissent les marchés des pays les plus faibles économiquement et fabriquent à grande échelle de la misère, et donc des candidats à la migration.

Dans le programme du Front de Gauche, en 2012, il est écrit que l'immigration "n'est pas un problème" et que la France ne doit "pas craindre" les flux migratoires. Cela a donc changé ?

La France est un pays de migrations. Mais, depuis 2012, avec l'accélération de la mondialisation, les inégalités s'accroissent et les dégâts environnementaux sont de plus en plus irréparables ; sans oublier l'explosion démographique. Cet ébranlement du monde jette les gens sur les routes et nous oblige à penser les choses différemment. Cependant, nous continuons d'insister sur le fait que ce ne sont pas les migrants qui posent problème, mais bien les destructions économiques qui poussent des millions de personnes à quitter leur pays ou leur région de naissance.

Est-ce que l'idée que l'on tarira les migrations en aidant au développement des pays en difficulté n'est pas utopique ? Le journaliste Stephen Smith, par exemple, assure que l'aide au développement, dans un premier temps, rend les populations plus mobiles...

L'aide au développement, aujourd'hui, s'inscrit dans le cadre des politiques économiques dominantes. Elle peut, dans certains cas, favoriser l'émigration des populations les plus éduquées. C'est pourquoi nous proposons un tout autre paradigme : le protectionnisme solidaire. Les pays les plus pauvres ne peuvent pas se développer si leurs richesses économiques sont pillées par des multinationales, s'ils sont écrasés par les dettes illégitimes, si leurs classes moyennes émigrent vers des pays plus riches et si leurs industries sont entièrement orientées vers des marchés extérieurs.

Cette vision rejoint celle de l'anti-impérialiste burkinabé Thomas Sankara : il faut protéger son pays, son économie, non pas dans une logique de repli sur soi, mais dans une perspective internationaliste, de respect et d'égalité entre les nations, qui a longuement été défendue par la gauche.

Vous insistez sur les migrations intra-européennes...

Oui. Ce phénomène de déstabilisation des économies est visible en Europe : les pays d'Europe de l'Est, la Grèce, le Portugal, l'Italie connaissent des départs massifs ; la Roumanie et la Bulgarie voient leurs jeunes médecins partir pour la France, par exemple. Les "no-borders" et l'extrême droite parlent toujours des migrants originaires de l'Afrique du Nord ou subsaharienne. Ces populations sont en réalité minoritaires par rapport aux flux migratoires européens qui sont le produit du dumping social en Europe. Les travailleurs polonais ne subissent pas l'arrivée de migrants africains, mais bien celle de travailleurs ukrainiens...

La stratégie d'Aufstehen repose sur l'idée que les électeurs de l'AFD expriment leur peur de l'insécurité économique et qu'ils seraient "récupérables" par la gauche. Est-ce

qu'une partie de ces électeurs ne manifeste pas également un sentiment d'"insécurité culturelle" ?

Certains électeurs de gauche basculent vers les populismes de droite, mais le problème principal est qu'une large partie des catégories populaires s'abstient. S'il y a un électorat à récupérer, c'est bien celui-là ! Le risque, si nous n'y arrivons pas, est de se retrouver dans une situation similaire à l'Italie, où les forces progressistes sont en miettes et la droite xénophobe au pouvoir. Le discours que tient Sahra Wagenknecht sur la question migratoire me semble donc être de salubrité publique.

Quant à cette supposée insécurité culturelle, elle ne pèse pas lourd, en face des déterminants économiques. J'étais candidat aux législatives dans le bassin minier du Nord. C'est une terre d'immigration : des Polonais, des Italiens, des Marocains qui ont été amenés là pour faire les boulots les plus durs. Ils ne peuvent pas accueillir d'autres migrants : le taux de pauvreté est de 40%, le taux de chômage de 30% ! Le sentiment de voir se déliter sa culture est lié à un repli communautariste, qui est très étranger au républicanisme français et qui s'explique par la crise politique et économique qui nous affecte. Ces tensions se résorberaient si nous étions capables de lutter contre la précarité, en partageant la richesse produite qui finit principalement dans les mains de quelques ultrariches.

Est-ce qu'en déployant la rhétorique du "surnombre", en faisant le lien entre chômage et migration, on n'entre pas sur un terrain favorable à l'extrême droite ?

Cette accusation est absurde. Elle émane d'une partie de la gauche – celle que je dénonçais tout à l'heure – qui a oublié les discours de Jaurès dans le "socialisme douanier" par exemple ! Lorsque vous êtes de gauche et que vous tenez sur l'immigration le même discours que le patronat, il y a quand même un problème... Ce que nous disons n'a rien de nouveau. C'est une analyse purement marxiste : le capital se constitue une armée de réserve. Lorsqu'il est possible de mal payer des travailleurs sans papiers, il y a une pression à la baisse sur les salaires. Cette analyse serait d'extrême droite ? Vous plaisantez.

L'extrême gauche vous oppose la liberté de circulation...

Cet argument procède d'une confusion grave entre l'idéal des Lumières, qui prône la liberté de circulation des hommes et des idées, à quoi nous sommes évidemment attachés, et le régime imposé par la mondialisation du capitalisme. S'il pouvait sortir de sa tombe, je suis convaincu que Rousseau ne défendrait pas le déplacement de masses de paysans d'un pays à un autre ! La liberté de circulation se heurte à un principe de réalité : que faire des masses de migrants climatiques qui vont dans des zones soumises à un stress hydrique ? Des migrants économiques qui arrivent dans des zones où il n'y a pas de travail ?

Alors que préconisez-vous de faire ? Le programme de La France insoumise prévoit de "refuser la militarisation" des frontières de l'Europe...

Nous sommes contre la traque des migrants : c'est une grande différence avec l'extrême droite. Si on veut s'opposer aux migrations débridées et à l'exploitation, il faut s'attaquer à

ceux qui embauchent les travailleurs clandestins. Par ailleurs, il faut engager une régularisation massive des sans-papiers de façon à obliger les employeurs à payer des salaires décents et que les salariés soient sur un pied d'égalité face à la loi. Enfin, il faut remédier au dumping social intra-européen. S'il y a un appel d'air, il vient du patronat qui maximise ses profits en exploitant la misère du monde. Quant aux quelques dizaines de milliers qui fuient la guerre, on peut les accueillir, c'est là un devoir inscrit dans les conventions internationales de Genève de 1957 et 1962 dont la France est signataire. On ne peut pas laisser mourir les gens en Méditerranée, mais si une personne n'est pas éligible au droit d'asile, il faut la renvoyer dans son pays. Et rapidement.

Plusieurs pays d'Europe ont durci les conditions du regroupement familial. Pensez-vous qu'il faudrait faire de même en France ?

Je ne crois pas. Si un individu est légalement installé sur le territoire national, qu'il soit réfugié ou travailleur étranger, il serait inhumain de le couper de sa famille. Quel sens cela aurait ? Ce qui compte, c'est d'assurer une vie digne à tous et de se doter des moyens pour assurer une intégration réussie, en particulier par l'école républicaine, mais il faudrait pour cela cesser de casser l'Education nationale.

La distinction entre "migrants" et "réfugiés" est remise en question, tant les causes de départ sont complexes...

Oui. Cette distinction va être de plus en plus difficile à faire. C'est pour cela que je suis convaincu que le système tel qu'il est va éclater du fait de ses contradictions. Tant que la barque tient, nous accueillons les gens, mais nous devons travailler à limiter les catastrophes climatiques et économiques pour éviter les flux migratoires incontrôlés de par le monde. Or l'ordre néolibéral mondial nous mène droit dans le mur.

Mise à jour, le 11 septembre : A la demande de Jean-Luc Mélenchon, nous avons rectifié le titre de Djordje Kuzmanovic, que nous avons initialement présenté comme son "conseiller". Jean-Luc Mélenchon nous précise : "Le point de vue qu'il exprime sur l'immigration est strictement personnel. Il engage des polémiques qui ne sont pas les miennes. »

Immigration : en désavouant Kuzmanovic, Mélenchon envoie un signe à son aile gauche

Par Hadrien Mathoux, publié par *Marianne* le 13 septembre 2018

Le chef de file des Insoumis a désavoué un de ses proches, Djordje Kuzmanovic, qui fustigeait "la bonne conscience de gauche" sur l'immigration dans un entretien à L'Obs. Une telle prise de distance illustre la complexité des rapports de force au sein de la France insoumise.

C'est un petit encart de rien du tout, une mise à jour en apparence banale publiée en bas de page d'une interview sur le site de L'Obs. Mais pour les suiveurs de la France insoumise (LFI), elle veut dire beaucoup. Ce samedi 8 septembre, l'hebdomadaire a publié deux entretiens pour rendre compte du débat sur l'immigration qui agite le mouvement de gauche, en donnant la parole à deux figures antagonistes : la députée Clémentine Autain, qui "revendique [sa] bonne conscience de gauche" et considère que LFI doit à tout prix éviter de "donner des gages sur le fond au discours de l'extrême droite" ; ainsi que Djordje Kuzmanovic, conseiller de Jean-Luc Mélenchon sur les questions internationales et défenseur d'une ligne nettement plus "patriote" et souverainiste. Dans son interview à L'Obs, l'analyste géopolitique insiste certes "sur le fait que ce ne sont pas les migrants qui posent problème", mais affiche sa différence avec le discours de Clémentine Autain : "La bonne conscience de gauche empêche de réfléchir concrètement à la façon de ralentir, voire d'assécher les flux migratoires", estime-t-il.

Ces prises de position ont poussé Jean-Luc Mélenchon, fait exceptionnel, à faire publier deux jours plus tard par L'Obs une précision en fin d'article : "A la demande de Jean-Luc Mélenchon, nous avons rectifié le titre de Djordje Kuzmanovic, que nous avons initialement présenté comme son 'conseiller', écrit l'hebdo de centre-gauche. Jean-Luc Mélenchon nous précise : 'Le point de vue qu'il exprime sur l'immigration est strictement personnel. Il engage des polémiques qui ne sont pas les miennes.'" De la part du chef de file des Insoumis, l'initiative est frappante ; en février dernier, c'est Clémentine Autain qui avait eu droit à des remontrances après un entretien dans Politis sur le thème de l'union de la gauche. Et la députée s'était fait tancer en privé, pas en direct dans la presse...

La mise à distance de Djordje Kuzmanovic est le signe d'un certain malaise éprouvé par Jean-Luc Mélenchon au sujet de la question migratoire. A l'instar du mouvement Aufstehen récemment lancé en Allemagne, LFI sort du tropisme "no border" habituellement en vigueur au sein de la gauche radicale, pour tenir un discours plus nuancé : si l'accueil inconditionnel des demandeurs d'asile et la régularisation des travailleurs sans-papiers sont toujours au programme, les Insoumis insistent également sur l'importance des frontières, la manière dont l'immigration de masse sert selon eux les intérêts du patronat, et la nécessité de lutter contre les "causes" des migrations. De telles positions ont fourni un angle d'attaque aux mouvements de gauche extérieurs à LFI, tels que Génération-s ou le Parti communiste français (PCF), qui fustigent, avec une honnêteté intellectuelle certes douteuse, le fait que "des digues tombent" avec l'extrême droite concernant l'immigration. Sincère indignation ou volonté tactique d'appuyer un désaccord en prévision des européennes ?

La même interrogation peut s'appliquer à Jean-Luc Mélenchon et à sa manœuvre d'éloignement d'avec son conseiller géopolitique. La personnalité de Djordje Kuzmanovic divise chez les Insoumis. L'homme de 45 ans a rencontré Jean-Luc Mélenchon en 2005, et l'a rejoint au Parti de gauche trois ans plus tard, où il s'est vite imposé comme son bras droit en matière de diplomatie et de défense — après avoir été son garde du corps durant la campagne présidentielle 2012. Son profil détonne à gauche. Diplômé de science politique et de relations internationales, militant humanitaire au Rwanda et au Mali, Kuzmanovic est surtout un ancien militaire : membre de la réserve militaire, il a passé 12 ans dans l'armée

française dont 7 mois de combat en Afghanistan. Fils d'un père serbe et d'une mère française, il est également un chrétien orthodoxe pratiquant. A cette sociologie peu commune à gauche, s'ajoutent des idées iconoclastes : chantre de l'indépendance nationale et de la souveraineté populaire, Djordje Kuzmanovic revendique une opposition farouche à l'Otan et aux Etats-Unis, et défend le dialogue avec la Russie de Poutine ainsi que la Syrie de Bachar Al-Assad.

Instigateur de l'arrivée du drapeau tricolore et de La Marseillaise dans les meetings LFI

Ce profil original est à la fois un atout et une faiblesse. Il permet au quadragénaire de s'adresser à des électeurs allant au-delà de la sphère traditionnelle de la gauche radicale ; Kuzmanovic a ainsi été missionné par Jean-Luc Mélenchon pour "vendre" les idées insoumises au sein de milieux a priori plutôt hostiles, comme dans l'armée ou auprès des chrétiens. Il est aussi l'un des instigateurs de l'arrivée du drapeau tricolore et de *La Marseillaise* dans les meetings de LFI. Mais ce côté "patriote" a son revers : il a prêté le flanc aux accusations de connivences avec l'extrême droite, et fait de Kuzmanovic une figure controversée au sein du mouvement. Il estime que l'armée syrienne de Bachar Al-Assad a pu être "de facto l'allié de la France" quand elle combattait contre Daech ou Al-Nostra ; a soutenu l'annexion de la Crimée par la Russie ; donne des interviews à *Russia Today*, *Causeur* ou *Famille Chrétienne*. Plus embarrassant, l'ex-militaire a organisé le 22 juin 2014 à Paris une manifestation "pour la paix en Ukraine" qu'ont rejoint des militants d'extrême droite (Réseau Voltaire, GUD) qui se sont emparés du micro. Kuzmanovic assure que ces co-manifestants peu engageants se sont "incrustés" sauvagement dans l'événement. En avril dernier, il a cette fois-ci dû renoncer à participer à un colloque sur l'avenir de la Russie, organisé par un militant d'extrême droite identitaire — il affirmait ne pas être au courant.

Ces diverses anecdotes dessinent un profil controversé, moteur du tournant populiste de LFI mais très clivant. A gauche, Djordje Kuzmanovic en inquiète certains ; d'autres le classent carrément à l'extrême droite, et glosent sur le profil d'un "rouge-brun" travaillant au rapprochement de Jean-Luc Mélenchon avec les thèses du Rassemblement national (RN). Aussi outrancières soient-elles, ces critiques font jouer une petite musique désagréable aux oreilles du leader insoumis, attaqué par une bonne partie de la gauche sur son ambiguïté concernant l'immigration alors qu'il essaie justement de rallier une fraction du Parti socialiste à son mouvement. Les positions exprimées par Djordje Kuzmanovic dans son interview à *L'Obs*, contrairement à ce que prétend Jean-Luc Mélenchon, sont en majorité "raccord" avec le programme des Insoumis ; mais le député de Marseille signifie par ce geste, de manière à rassurer son aile gauche, que l'influence du conseiller est limitée, tout comme la subversivité des idées défendues par LFI en matière d'immigration. C'est également le signe que, dans un mouvement construit autour de la figure de son leader et étranger aux "courants" d'idées, ce sont toujours les faits et gestes de Jean-Luc Mélenchon qui donnent le « la ».

Pourquoi je quitte la France Insoumise

Par Georges Kuzmanovic, publié par *Marianne*, le 28 novembre 2018

NDLR - Djordje Kuzmanovic, qui était jusque récemment conseiller aux affaires internationales de Jean-Luc Mélenchon a été exclu de la liste des Insoumis pour les élections européennes. Au-delà de ce choix, c'est l'ensemble du mouvement de la France insoumise qui est traversé par des courants idéologiques et des choix stratégiques contradictoires. Hiérarchiser les luttes pour donner la priorité à la question sociale ou soutenir toutes les revendications sociétales ? Parler au nom de la « gauche » à rassembler ou s'adresser au « peuple » ?

Après des mois de louvoisements et d'atermoiements – qui, par ces temps de crise politique et sociale que la France traverse douloureusement, apparaissent particulièrement déplaisants –, le comité électoral de la France Insoumise, seule instance constituée de cette formation politique gazeuse, vient de me signifier mon exclusion de la liste des européennes, ensemble avec François Cocq. Cette décision, qui intervient en dépit du soutien massif que m'ont apporté un grand nombre de militants, illustre les écueils de ce mouvement en même temps qu'elle rend manifeste le conflit idéologique qui le traverse de longue date. Immédiatement portée dans la presse, elle m'oblige à y réagir publiquement, précipitant mon départ de la FI et m'obligeant à en expliquer les déterminants.

Le projet politique de Jean-Luc Mélenchon m'est dès 2009 apparu comme un espoir et je me suis engagé à ses côtés sans compter. Convaincu d'adhérer au Parti de Gauche par Charlotte Girard – amie de longue date avec laquelle j'ai partagé l'expérience du militantisme humanitaire –, je m'y suis investi jusqu'à en être élu secrétaire national à la défense et à l'international. Dès le lancement de la FI, j'ai naturellement embrassé cette nouvelle formation, m'engageant dans la campagne présidentielle, puis dans la campagne législative dans une circonscription du Pas-de-Calais ravagée par la désindustrialisation et le chômage, rongée par le désespoir qui meurt aujourd'hui les gilets jaunes.

La France insoumise est dans l'impasse

Je ne regrette pas ces années de travail acharné et de courtes nuits. Mais un an et demi après la magnifique campagne présidentielle de 2017, la France insoumise est dans l'impasse. Je me suis longtemps battu pour tenter de faire prévaloir la ligne qui me semblait juste ; mais les défauts du mouvement m'apparaissent aujourd'hui structurels et sa réforme, impossible. Radié de la liste des candidats aux européennes, je ne saurais rester « orateur national politique pour les questions internationales et de défense » de cette formation politique. Je vais éviter aux décideurs de la FI de chercher dans des statuts inexistants les raisons pour m'exclure également de cette fonction, dont la définition n'existe pas davantage : je choisis de la quitter.

Au-delà de cette dernière péripétie, deux grandes raisons motivent ce départ. La première tient à l'organisation du mouvement. Dénoncée par la vaste majorité des militants et des responsables régionaux, celle-ci se caractérise par un manque profond de démocratie. La forme horizontale et gazeuse du mouvement, censée reposer sur les initiatives du terrain,

recouvre, comme souvent, l'extrême concentration du pouvoir aux mains d'un petit groupe de nouveaux apparatchiks et bureaucrates, aux convictions mollement sociales-démocrates, qui, parce qu'ils n'ont jamais été élus, ne peuvent pas non plus être démis de leurs fonctions. L'absence apparente de hiérarchie assure un fonctionnement largement arbitraire : les décisions sont prises par cette petite nébuleuse, sans appliquer de règles (absentes) ni consulter la base (dépourvue de structure et de moyens d'expression). Ainsi, par exemple, les groupes d'action – cellules de base de la FI – peuvent être, du jour au lendemain, supprimées par la direction et leurs initiatives, interdites parce que contrevenant à de mystérieux « fondamentaux » du mouvement. Un cas parmi d'autres, le GA Hébert du 18ème arrondissement de Paris s'est récemment vu rayer d'un trait de plume, pour le crime d'avoir organisé un débat sur « l'entrisme islamiste dans les syndicats ». Peu importe si la réunion était animée par des militants d'origine maghrébine témoins de la décennie noire du FIS en Algérie et qu'en page 29 de L'Avenir en commun, les Insoumis sont invités à « combattre tous les communautarismes et l'usage politique des religions ». Ces méthodes autoritaires, dans un mouvement qui se veut populaire, révoltent les militants de terrain, provoquant lassitude, désespoir et abandons.

Le mépris comme mode de fonctionnement couvre mal un amateurisme indigne d'une formation ambitionnant l'exercice du pouvoir

Le mépris comme mode de fonctionnement couvre mal un amateurisme indigne d'une formation ambitionnant l'exercice du pouvoir. Car à côté du manque de démocratie, cette forme d'organisation détermine également l'aspect chaotique du mouvement. En l'absence d'instances officielles et de référents clairement identifiés sur chaque question, les différents « orateurs nationaux », et « auteurs de livrets thématiques » s'adonnent à des initiatives désordonnées, causant doublons et chevauchements et s'exposant au désaveu sans sommation quand une fraction concurrente parvient à persuader le chef que ce n'est pas la bonne ligne. J'ai été personnellement exposé à ce problème en tant qu'orateur de la FI et coordinateur du livret sur la politique internationale lorsque j'ai défendu Sahra Wagenknecht et son mouvement Aufstehen, que nous avons pourtant appelé de nos vœux. Charlotte Girard, pressentie pour être tête de liste aux européennes – une place qui aurait permis à cette femme respectée de tous d'acquérir une stature de niveau national – a également fait l'expérience de ce chaos organisé, à la fois inefficace et anti-démocratique, préférant jeter l'éponge plutôt que de mener la liste dans ces conditions.

La deuxième raison de mon départ, plus importante encore renvoie à la ligne politique qui a prévalu à la FI depuis l'élection présidentielle. Censée être fixée par le programme L'Avenir en commun, cette ligne a en réalité beaucoup varié au gré de la conjoncture. Si la campagne présidentielle, pendant laquelle Jean-Luc Mélenchon a théorisé la rupture avec le clivage gauche-droite, a été portée par la stratégie populiste, les nouveaux cadres de la FI, arrivés avec la marée du succès et majoritairement issus du militantisme gauchiste, sont vite revenus à leurs vieux réflexes, éloignant le mouvement de la majorité du peuple français.

Cette ligne de la « gauche rassemblée », insistant sur l'intersectionnalité et la non-hiérarchisation des luttes – c'est-à-dire le refus de faire primer le social sur le sociétal – a conduit le mouvement à s'abîmer dans des combats secondaires, voire marginaux. Ainsi, pour donner un exemple, si l'immense majorité des Français soutiennent la lutte pour

l'égalité entre les hommes et les femmes, la plupart d'entre eux comprennent que les priorités, dans ce domaine, renvoient à l'égalité salariale, à la réduction de la pauvreté féminine, à l'éradication des violences dont les femmes sont victimes ; et non à l'écriture inclusive.

Une approche quasi communautariste, proche du modèle anglo-saxon et profondément contraire au républicanisme français

Cette tendance s'est accélérée à l'approche des élections européennes, suivant le choix tactique de viser les populations qui y votent – les classes urbaines cultivées, ces fameux « bobos » – et d'opérer des rapprochements avec des partis de gauche, pourtant âprement critiqués un an auparavant. Ce virage a ainsi aidé à provoquer la scission du PS et autorisé l'alliance avec les troupes d'Emmanuel Maurel et Marie-Noëlle Lienemann ; en revanche, il a éloigné un peu plus la FI du Français moyen, lui faisant perdre le lien avec le pays.

Pire, le choix de ne s'appuyer, parmi les classes populaires, que sur « les quartiers » a amené la FI à laisser s'installer une approche quasi communautariste, proche du modèle anglo-saxon et profondément contraire au républicanisme français. La complaisance des segments gauchistes de la FI à l'égard des thèses indigénistes, le mépris affiché pour les forces de l'ordre, la négation du problème posé par l'islamisme et le refus de regarder en face les défis posés par l'immigration ont produit des ravages dans notre électorat potentiel, faisant apparaître la FI comme la vieille gauche à peine repeinte, coupable du même angélisme, incapable de réalisme et de fermeté.

À l'heure où les manifestations des gilets jaunes – et les réactions qu'elles provoquent – attestent de la pertinence des analyses de Christophe Guilluy sur l'abandon de la France périphérique, ce choix de la FI apparaît comme un nouvel et tragique avatar du divorce entre le peuple et les élites, fussent-elles de gauche.

Cette ligne me semble à rejeter non seulement du point de vue idéologique – parce qu'elle néglige les préoccupations du plus grand nombre –, mais aussi stratégique, car elle est profondément irréaliste. La gauche traditionnelle ne peut pas, ne peut plus gagner par voie démocratique ; elle ne rassemble, dans le meilleur des pronostics, que 30 % de l'électorat. Si elle s'obstine à s'accrocher à elle-même, elle risque de finir comme la gauche italienne, durablement dispersée façon puzzle.

Aller chercher les classes populaires abstentionnistes

Plutôt que de se cantonner au strapontin de la « gauche rassemblée », où la FI est de surcroît concurrencée par une nuée de prétendants, il faut viser un rassemblement plus large, bien au-delà de la gauche. Pour gagner, il faut aller chercher les classes populaires abstentionnistes, les « fâchés mais pas fachos », les souverainistes soucieux de justice sociale, les classes supérieures en deuil de la grandeur de leur pays ou simplement conscientes que de telles tensions et inégalités entre gagnants et perdants de la mondialisation ne sont pas tenables. Pour résumer, il faut un programme renouvelé du Conseil national de la Résistance, qui parle à tous les Français sauf ceux qui se sont abîmés dans le projet néo-libéral ou les chimères du nationalisme xénophobe – mais ceux-ci ne sont pas si nombreux. Il faut poursuivre la stratégie salutaire de dépassement du clivage gauche-

droite pour, face à Macron qui a réuni les libéraux de tous bords, fédérer les républicains sociaux de toutes tendances.

La ligne molle choisie aujourd'hui par la FI est également irréaliste car – les gens le sentent bien intuitivement –, la condition sine qua non de réalisation d'un programme social adéquat, c'est la restauration d'une véritable souveraineté de l'Etat. Sans elle, tout gouvernement, même le mieux intentionné, restera prisonnier des traités européens et des marchés financiers, ce carcan rendant toutes les mesures envisagées impossibles à appliquer. Un mouvement qui espère convaincre une majorité de Français doit donc avoir une position claire et ferme quant aux alliances internationales et surtout à l'Europe, assumant sans pudeurs de gazelle la sortie de l'OTAN et la possibilité de sortie de l'Union européenne. Or sur toutes ces questions, malgré les efforts continus d'une partie des militants, la FI cultive depuis un an le flou artistique. Longtemps au cœur de la stratégie européenne de la FI, le « plan B » s'est ainsi perdu dans les limbes, laissant militants et sympathisants dans l'embarras quant à la doctrine dans ce domaine.

Même opacité dans la sélection des candidats aux élections européennes

La constitution et le travail du comité électoral chargé de préparer la liste FI pour les élections européennes sont révélateurs de ces deux grands défauts du mouvement. Formé de membres nommés par la direction ou « tirés au sort » au terme d'une procédure profondément opaque, ce comité est d'emblée apparu comme un organe sur mesure conçu pour satisfaire le petit groupe de dirigeants auto-proclamés. Le processus de sélection des candidats s'est distingué par la même opacité. Le soutien des militants, la compétence et l'ancienneté – trois critères simples de légitimité – ont d'emblée été écartés. Ainsi, lorsque les militants se sont vu adresser un appel à contributions pour déterminer l'ordre des 70 candidats pressentis, le comité a pris soin de préciser que le nombre d'appuis à tel ou tel candidat ne serait pas pris en compte ; par ailleurs ni Sophie Rauszer, une des organisatrices principales des sommets du plan B, ni Corinne Morel Darleux, responsable du réseau européen écosocialiste, ni moi-même, chargé de l'international, travaillant tous les trois avec nos partenaires européens, n'avons été sélectionnés aux places éligibles. A la place, le comité a préféré s'appuyer sur des critères tragiquement incompatibles avec la situation politique : une logique de cartel des gauches, chaque micro-formation devant avoir son représentant, et des quotas de candidats par région. Pour couronner le tout, la procédure s'est conclue par un vote électronique des militants sur une liste entièrement constituée, où Manuel Bompard, ex-directeur de campagne de Jean-Luc Mélenchon, jouait le rôle de juge (il était à la tête du comité électoral), partie (il était tête de liste côté hommes) et huissier de justice (c'est lui qui contrôlait le vote et le décompte des voix) – un sommet de démocratie.

En choisissant tel candidat plutôt que tel autre, cette instance à la légitimité douteuse s'est de fait arrogé le droit de fixer l'orientation stratégique du mouvement, la couleur politique des candidats retenus déterminant le ton de la campagne. Les figures aux convictions républicaines et souverainistes ayant été écartées ou reléguées à des places non éligibles, la liste entérinait le choix de cette ligne mortifère de la « gauche rassemblée » qui vient de faire perdre à la FI l'élection en Essonne. Mais cela ne suffisait pas ; il fallait sortir définitivement les représentants de ce courant, le comité électoral devenant tribunal. Pour y parvenir, la direction de la FI a employé des méthodes peu reluisantes, que je n'ai alors pas

rendues publiques par loyauté pour le mouvement et Jean-Luc Mélenchon. Pour avoir tenté, sans relâche, d'imposer la ligne sociale, laïque et républicaine, celle de L'Avenir en commun – ou, si on veut renvoyer à une référence historique, celle de Jaurès –, j'ai été la cible d'une campagne d'attaques, de calomnies et d'intimidations. Ayant exigé d'être entendu sur ce point par le comité électoral, je me suis vu signifier mon exclusion de la liste. Le lendemain, j'ai eu la surprise d'en découvrir les raisons officielles : mon adhésion à l'idée d'une hiérarchisation des luttes – que j'assume – et une petite insinuation diffamante toujours porteuse – j'aurais fait des « remarques sexistes » dont j'attends la preuve.

Malgré la forme affligeante de cette exclusion, son fond est évidemment politique.

Partant, je ne vois pas l'intérêt de continuer le combat dans le cadre de ce mouvement qui, pourtant riche en militants sincères et dévoués – les avoir côtoyés aura été une joie et un honneur, et un motif toujours vivace d'espoir – prend une direction très éloignée de ma conception du bien commun. Je quitte la FI, non pour arrêter la politique, mais pour en défendre une certaine vision : un fonctionnement obéissant à des règles explicites – condition de la démocratie – et une ligne politique sans ambiguïté, celle d'un grand rassemblement du peuple français, pour la justice sociale et la souveraineté de la France. Je pars avec le sentiment d'un grand gâchis et d'une occasion manquée, mais dans le ferme espoir de participer à d'autres luttes, avec tous les gens de bonne volonté qui gardent encore la foi dans la capacité du politique à faire face à l'argent-roi et aux forces supranationales.